



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

INTERVENANTS ET EXPERTS

Par ordre alphabétique



Nazim AHMAD

Représentant diplomatique de l'Imamat ismaélien auprès de la République portugaise

Haut fonctionnaire de l'Imamat ismaélien – Chef du département des affaires du Portugal et des autres pays lusophones

Parallèlement à sa carrière d'homme d'affaires et de directeur général de plusieurs entreprises depuis 1965, Nazim Ahmad a occupé divers postes au sein du Conseil national ismaélien du Portugal depuis 1979, dont il a été président de 1990 à 1997. Il a ensuite été nommé président du Comité national de la Fondation Aga Khan (AKF) Portugal de 1996 à 2006, date à laquelle il a été désigné représentant diplomatique du Réseau de développement Aga Khan pour le Portugal. En 2016, il est devenu représentant diplomatique de l'Imamat ismaélien auprès de la République portugaise et haut fonctionnaire de l'Imamat ismaélien - chef du département des affaires du Portugal et des autres pays lusophones.

Au Portugal, il a participé à la reconnaissance juridique par le gouvernement de l'AKF Portugal en tant que fondation portugaise et à la création de la Focus Foundation Europe, ainsi qu'à d'autres discussions sur les accords entre l'Imamat ismaélien et le Portugal, notamment le protocole de coopération (2005), le protocole de coopération internationale (2008), le traité international (2009), l'accord pour l'établissement du siège de l'Imamat ismaélien au Portugal (2015) et le protocole de coopération en matière de science et de technologie (2016). Il a également apporté son soutien à l'élaboration de la loi portugaise sur la liberté religieuse.

Il a également occupé d'autres fonctions importantes, notamment celle de membre de la Commission pour la liberté religieuse, nommé par le ministre de la Justice, sur recommandation de Son Altesse l'Aga Khan, et celle de membre du Conseil général de la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université NOVA.

En 2004, il a reçu le titre de Comendador da Ordem do Mérito (Commandeur de l'Ordre du Mérite) des mains du président de la République portugaise, M. Jorge Sampaio.

Au Mozambique, il a également dirigé la mise en place de l'accord de coopération entre le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) et le gouvernement de la République du Mozambique. En tant que représentant diplomatique auprès de la République du Mozambique, il supervise les activités de l'AKDN dans le pays, en collaboration avec les institutions locales et le gouvernement. Il a également travaillé avec d'autres pays lusophones afin de renforcer les liens entre l'Imamat ismaélien, l'AKDN et le monde lusophone.



Mohamed Salah BEN AISSA

Secrétaire général adjoint, Ligue des États arabes

M. Mohamed Salah Ben Aïssa est sous-secrétaire général de la Ligue des États arabes et président du Centre de la Ligue des États arabes en Tunisie depuis août 2020. Professeur émérite de droit public à la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Carthage, il a précédemment occupé le poste de doyen de la faculté de 2002 à 2008. Au cours de sa carrière, il a également occupé des postes de haut niveau au sein du gouvernement, ayant été nommé secrétaire général du gouvernement en 2011, puis ministre de la Justice en 2015.

Il a été membre de la Haute Autorité pour la réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique, créée en 2011 pour rédiger des textes juridiques clés concernant les élections, les partis politiques, les associations et la communication audiovisuelle. Il a également travaillé comme consultant auprès de

En partenariat avec



Cofinancé par l'Union européenne



Cofinancé et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

l'Agence allemande de coopération (GIZ) sur la réforme de la décentralisation administrative en Tunisie.

Expert en droit constitutionnel et administratif, Ben Aïssa a publié et enseigné de nombreux ouvrages sur des sujets tels que les litiges constitutionnels, les finances publiques, les droits de l'homme, les libertés civiles et le droit public des affaires. Il a présidé l'Association tunisienne des sciences administratives (2001-2010), a été co-rédacteur en chef de la Revue tunisienne de droit (1992-2002) et membre du Conseil scientifique de l'Académie internationale de droit constitutionnel, de l'Association internationale pour l'administration des tribunaux et de la Société internationale de droit public.



Mohamed BEN AMOR

*Directeur général, Arab Information and Communication Technologies (AICTO)
Tunisie*

L'ingénieur Mohamed Ben Amor a plus de 30 ans d'expérience et est spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication. Il a été élu directeur général de l'Organisation arabe des technologies de l'information et de la communication en 2016. Avant d'occuper ce poste, il a successivement occupé le poste de conseiller spécial auprès de nombreux ministres tunisiens entre 2011 et 2016. Il a été expert auprès de nombreuses institutions internationales de développement et membre du conseil d'administration de l'UIT et d'ARABSAT. M. Ben Amor est titulaire d'un master en gestion de projets internationaux du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris (France) et d'un diplôme d'ingénieur de l'Académie navale (Tunisie).



Alain BERSET

*Secrétaire général, Conseil de l'Europe
Suisse*

Alain Berset est devenu secrétaire général du Conseil de l'Europe le 18 septembre 2024. Auparavant, M. Berset a été ministre élu au sein du gouvernement suisse (Conseil fédéral) entre 2012 et 2023. Pendant cette période, il a dirigé le Département fédéral de l'intérieur en tant que ministre suisse de la santé, des affaires sociales, de la culture, de l'égalité et de la lutte contre la discrimination, et a été ministre de la santé publique pendant toute la pandémie de Covid-19. M. Berset a également occupé deux fois la fonction de président de la Confédération suisse (en 2018 et 2023), période durant laquelle il a représenté la Suisse au Conseil de sécurité des Nations unies et au 4^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe, où il a signé la Déclaration de Reykjavik au nom de son pays.

Avant de rejoindre le Conseil fédéral, M. Berset était membre du Conseil des États, la chambre haute du Parlement suisse. Il a été élu plus jeune membre en 2003, puis en a été le président de 2008 à 2009. Il a également été vice-président du groupe socialiste au Parlement fédéral de 2005 à 2011.

Avant de se lancer dans la politique, M. Berset a occupé des fonctions universitaires en économie à l'Université de Neuchâtel et à l'Institut d'économie internationale de Hambourg, et a travaillé comme consultant indépendant en communication et stratégie pour des associations, des entreprises et des organisations non gouvernementales.



Kenneth BRINCAT

*PDG, Malta Digital Innovation Authority (MDIA)
Malte*

M. Kenneth Brincat est le PDG de la Malta Digital Innovation Authority (MDIA). Fort de 25 ans d'expérience dans la gestion et la transformation numérique, Kenneth est à la tête de MDIA 2.0, un moteur du paysage numérique maltais. Il catalyse le programme national pour un développement responsable et centré sur l'humain de l'intelligence artificielle (IA) et la



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

mise en place de la cybersécurité dans l'ensemble du secteur. Sous la direction de Kenneth, l'Autorité a adopté une approche collaborative permettant aux décideurs politiques, aux experts industriels et aux universitaires de travailler en synergie afin de garantir une adoption optimale et sûre des technologies émergentes.



Amb. Francesca CAMILLERI VETTIGER

Représentante permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe, présidente des délégués des ministres du Conseil de l'Europe et présidente du comité exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.

Malte

L'ambassadrice Francesca Camilleri Vettiger a été nommée représentante permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe le 19 juin 2023. À ce titre, elle occupe actuellement les fonctions de présidente du Comité exécutif du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe et de présidente des Délégués des ministres du Conseil de l'Europe. Elle a occupé le poste de représentante permanente adjointe et conseillère juridique à la représentation permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe depuis avril 2019. Elle a travaillé comme coordinatrice pour les questions relatives au droit international des droits de l'homme au sein du ministère des Affaires étrangères et de la Promotion du commerce à La Valette. En 2016, elle a été affectée à Genève en tant que chargée de mission principale à la Représentation permanente de Malte auprès des Nations unies et d'autres organisations internationales, où elle a représenté Malte à l'Organisation mondiale du commerce pendant la préparation et la présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne.



Martina CANESI

Étudiante de troisième cycle en études diplomatiques, LUISS School of Government

Martina Canesi est étudiante de troisième cycle en études diplomatiques à la LUISS School of Government, où elle est également assistante d'enseignement. Elle est titulaire d'un master en politiques et gouvernance en Europe, et sa thèse portait sur les relations entre l'UE et la Turquie. Martina est actuellement rédactrice en chef adjointe du European Student Think Tank et rédactrice en chef de la European Studies Review. Elle s'intéresse principalement à la coopération méditerranéenne, à la politique turque et à la protection des droits reproductifs. Elle a acquis une expérience institutionnelle grâce à des stages au ministère italien des Affaires étrangères et à la présidence du Conseil des ministres, où elle a travaillé sur la politique de l'UE et de la région MENA.



Christopher CUTAJAR

Secrétaire permanent aux affaires étrangères et au tourisme au cabinet du vice-Premier ministre

Malte

M. Christopher Cutajar est secrétaire permanent aux Affaires étrangères et au Tourisme au cabinet du vice-Premier ministre. Il dirige l'administration et coordonne tous les départements du ministère, qui couvre également les affaires européennes et le commerce.

M. Cutajar siège au conseil d'administration de l'Institut international pour la justice et l'État de droit depuis 2020. Il est titulaire d'un diplôme avec mention, complété par un master exécutif en administration des affaires, tous deux obtenus à l'université de Malte. Dans sa jeunesse, il a été militant au sein de la société civile en tant que jeune leader de l'Union générale des travailleurs, rédacteur en chef d'un journal local et responsable financier du comité exécutif du Conseil national de la jeunesse.

Sa carrière dans l'administration publique a débuté en 2011, lorsqu'il a occupé le poste de secrétaire exécutif des conseils locaux et de l'Association nationale des conseils locaux. En juin 2016, il a été nommé secrétaire permanent aux transports, aux infrastructures et



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

aux projets d'investissement pour un mandat de quatre ans. Au cours de cette période, il a coordonné des projets majeurs tels que le projet Triton Square, qui est un point de repère à l'entrée de La Valette. Il était également vice-président du Comité de sécurité maritime à cette époque.

Au cours de son mandat actuel au ministère des Affaires étrangères, Malte a intensifié ses efforts multilatéraux en occupant un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies en 2023-2024 et en assumant la présidence en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2024, qui a abouti à la réussite du Conseil ministériel de l'OSCE qui s'est tenu à Malte en décembre de cette année-là.

Né en 1985, il est marié et père d'un fils. Il parle couramment le maltais, l'anglais et l'italien, et maîtrise également l'espagnol.



Muriel DÉCOT

Secrétaire de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice du Conseil de l'Europe

Muriel Décot est secrétaire exécutive de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe, chargée d'améliorer la qualité et l'efficacité de la justice dans ses États membres.

La CEPEJ est composée de représentants de 46 États membres et de nombreux observateurs, notamment des professionnels de la justice et des organisations internationales. Sa mission est de développer des outils et des méthodologies pratiques pour améliorer les systèmes judiciaires. Il s'agit notamment de cadres pour évaluer les performances des tribunaux, gérer les délais judiciaires, promouvoir la cyberjustice et encourager les pratiques de médiation. Muriel a joué un rôle déterminant dans la conduite de ces initiatives, en veillant à ce qu'elles soient adaptées aux divers besoins des systèmes judiciaires européens.



Quico DOMINGO

Associé et PDG, Mortensen

Quico Domingo est associé gérant chez Mortensen et Sorensen AI, deux studios indépendants spécialisés dans la conception numérique, le développement et l'intelligence artificielle.

Il a fondé et dirigé plusieurs entreprises dans les domaines de la conception, du développement d'applications et du conseil en référencement.

Quico contribue régulièrement à des médias en rédigeant des articles et des analyses sur la technologie et l'innovation.

Parallèlement à son activité professionnelle, il enseigne et dirige le master en UX/UI et prototypage à la LCI Barcelona, et donne des cours dans le cadre de programmes de conception et de stratégie numérique à la LCI, l'IDEP, l'ESdesign, l'EINA et l'EAE Business School.



Inês DOMINGOS

*Secrétaire d'État aux Affaires européennes
Portugal*

Inês Domingos a été chercheuse et chargée de cours à l'Universidade Católica Portuguesa entre 2008 et 2024. Elle a été conseillère du président de la République portugaise entre 2021 et 2024. □ Inês a été membre du Parlement (2015-2019), où elle a travaillé au sein des commissions des affaires européennes et des finances. Auparavant, Inês a travaillé à Londres en tant qu'analyste économique (2000-2008).

Inês est titulaire d'un master en économie de l'University College London et d'une licence en économie de l'Université catholique de Louvain. Elle est également titulaire d'un doctorat



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

en relations internationales et sciences politiques de l'Institut d'études politiques de l'Universidade Católica Portuguesa.

Inês a été décorée par Son Excellence le président de la République portugaise du titre de commandeur de l'Ordre du Mérite.



Damian EKE

Professeur adjoint, École d'informatique, Université de Nottingham, et African Brain Data Network & International Brain Initiative

Damian Okaibedi Eke est professeur adjoint à la Faculté d'informatique de l'Université de Nottingham, au Royaume-Uni. Il possède plus de dix ans d'expérience dans le domaine de l'éthique et de la gouvernance des données et des technologies émergentes.

Ses recherches dans le domaine de l'IA couvrent plusieurs projets antérieurs et en cours, tels que les projets Responsible AI UK (RAI-UK) et Responsible Generative AI in the UK and Africa (RAISE) de l'UKRI, les projets STRATEGIC (Sustainable eThics Reviews of digital heAlth Technology dEsiGn In sub saharan africa) et Future and Emerging Technologies Human Brain Project (HBP) de l'UE, ainsi que le projet BRIDGE financé par le Wellcome Trust.

Il a fait partie de l'équipe d'experts qui a préparé la stratégie nationale nigérienne en matière d'IA en 2024. Ses recherches portent sur des questions philosophiques cruciales à l'intersection de la technologie, des données et de la société, notamment l'éthique et la gouvernance des données, les neurotechnologies, l'innovation responsable et les TIC pour le développement (ICT4D).



Ahmed ELKALLINY

Associé gérant et directeur régional, Quantum Solutions

Ahmed Elkalliny est associé gérant et directeur régional chez Quantum Solutions – Quantum Group DMCC, où il dirige l'expansion stratégique et les partenariats de l'entreprise au Moyen-Orient, en Afrique et en Europe. Fort de plus de 25 ans d'expérience internationale dans le développement commercial, le marketing et la technologie au sein de grandes multinationales telles que Motorola, Microsoft, GN (Jabra) et Bang & Olufsen, il a acquis une solide expérience dans la promotion de la croissance et de l'innovation sur divers marchés. Diplômé de l'Université américaine du Caire avec une licence en économie, il possède plus de 25 ans d'expérience dans les communications unifiées et la transformation numérique. M. Elkalliny se concentre actuellement sur l'application de l'intelligence artificielle au dialogue interculturel, notamment la traduction assistée par l'IA de « Guardian of the Pharaohs » (Le gardien des pharaons) du Dr Zahi Hawass, afin de promouvoir la connectivité culturelle entre l'Europe, le monde arabe et l'Afrique.



Rami ESKANDER

Professeur de technologie éducative et directeur du département de l'éducation de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO)

Le professeur Rami Zaki Eskander est professeur de technologie éducative et directeur du département Éducation de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO). Il occupe le poste de ministre plénipotentiaire auprès de la Ligue des États arabes.

Fort de plus de 25 ans d'expérience universitaire et institutionnelle, le Dr Eskander a dirigé de nombreux projets dans les domaines de l'apprentissage en ligne, de la transformation numérique et des réseaux éducatifs. Il a fondé et dirigé le Centre national d'apprentissage en ligne au Conseil suprême des universités égyptiennes, puis a occupé le poste de directeur du Centre des services électroniques et de la connaissance, supervisant toutes les universités égyptiennes. Il a contribué à l'élaboration de stratégies nationales pour l'apprentissage mixte, l'évaluation électronique et l'intégration des technologies dans l'enseignement supérieur.

En partenariat avec



Presidency of Malta
Council of Europe
May - November 2025
Présidence de Malte
Conseil de l'Europe
Mai - Novembre 2025



Cofinancé
par l'Union européenne



Cofinancé et mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

Il a également dirigé des initiatives et des programmes arabes pionniers dans les domaines de l'éducation, des compétences futures et de l'intelligence artificielle, et a participé à diverses conférences ministérielles arabes et internationales.

Le Dr Eskander a publié de nombreux articles dans le domaine des technologies éducatives et a supervisé de nombreuses thèses de master et de doctorat. Il est reconnu pour son leadership innovant et son engagement en faveur de l'avancement de l'éducation grâce à la technologie, à la créativité et aux partenariats stratégiques.



Sophie FALLAHA

Directrice exécutive du CEIMIA, Centre GPAI de Montréal

Sophie Fallaha est la PDG du Centre international d'expertise en intelligence artificielle de Montréal (CEIMIA). Avec plus de 15 ans d'expérience dans l'innovation et le développement durable, elle a dirigé des projets d'IA responsables à fort impact qui répondent à des défis sociaux, économiques et environnementaux. Sous sa direction, le CEIMIA se distingue par sa capacité à développer des solutions d'IA qui s'attaquent à des problèmes mondiaux, en particulier dans les domaines de la santé, de l'environnement, de la gouvernance et des droits de l'homme.

Sophie joue un rôle clé au sein du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (GPAI), une organisation multilatérale et multipartite qui rassemble 44 pays et des experts de renommée mondiale. Grâce à son expertise, elle veille à la mise en œuvre de stratégies qui renforcent l'impact de l'IA tout en promouvant des pratiques responsables à l'échelle mondiale. Avant de rejoindre le CEIMIA, elle a occupé le poste de PDG du CIRAIG, où elle a dirigé des projets de développement durable et d'innovation en collaboration avec des leaders mondiaux dans le domaine du développement durable.



Nabil FERDAOUSSE

*Chercheur doctoral / Doctorant
HUMA-Institut des sciences humaines en Afrique / Université du Cap
Afrique du Sud*

Nabil Ferdaoussi est chercheur doctoral à l'Institut HUMA pour les sciences humaines en Afrique et doctorant en anthropologie sociale à l'université du Cap. Son projet de recherche porte sur la politique relative aux décès et disparitions de migrants dans la zone frontalière entre le Maroc et l'Espagne. Ses recherches actuelles s'intéressent à l'intersection entre le contrôle des frontières, l'humanitarisme, la mort des migrants et les technologies d'intelligence artificielle.



Vera Ferreira

Responsable des programmes régionaux et de la supervision au Centre de dialogue KAICIID

Vera Ferreira est responsable des programmes régionaux au Centre international pour le dialogue (KAICIID), où elle dirige les activités de l'organisation en Afrique, dans la région arabe, en Asie, en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle supervise la conception et la mise en œuvre des programmes mondiaux du KAICIID, qui favorisent le dialogue interreligieux et interculturel, l'éducation à la paix et la cohésion sociale dans certains des contextes les plus complexes et les plus divisés au monde.

Avec plus de 17 ans d'expérience internationale dans le développement de programmes, la consolidation de la paix et l'éducation aux droits humains, Vera a mené des initiatives qui mettent en relation des acteurs religieux, des éducateurs et des décideurs politiques afin de promouvoir une gouvernance inclusive et une paix durable. Avant de rejoindre le KAICIID, elle a occupé le poste de responsable des programmes chez Arigatou International et celui de secrétaire générale du Mouvement international de l'apostolat des enfants, où elle a géré des projets éducatifs à grande échelle dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs dans plus de 30 pays.



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION



Tobias FLESSENKEMPER

*Chef du département Jeunesse, Conseil de l'Europe
France*

M. Tobias Flessenkemper a été nommé chef du département Jeunesse du Conseil de l'Europe le 1er septembre 2023. Il a occupé le poste de chef du bureau du Conseil de l'Europe à Belgrade de 2018 à 2023. Auparavant, il a travaillé au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) en Bosnie-Herzégovine, au Conseil de l'Union européenne à Bruxelles, Skopje et Sarajevo, ainsi qu'à l'OSCE. En 2012-2013, il a été chercheur invité à l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité (SWP). En 2013, il a cofondé l'agence berlinoise elbarlament.org - cultures of democracy. Il contribue régulièrement à des programmes de recherche et d'enseignement supérieur axés sur la pratique et l'histoire de la coopération européenne. De 1998 à 2001, il a été secrétaire général du Forum européen de la jeunesse. Il est titulaire d'un Magister Artium (M.A.) en sciences politiques de l'université de Cologne, d'un Master européen en aide humanitaire internationale (E.MA) de l'université de la Ruhr à Bochum, et est membre du Conseil scientifique du Centre international de formation européenne (CIFE).



Charlotte GILMARTIN

Co-secrétaire du Comité directeur sur la lutte contre la discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI), Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine du Conseil de l'Europe

Charlotte Gilmartin est co-secrétaire du Comité directeur sur la lutte contre la discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) du Conseil de l'Europe, qui pilote les travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe visant à promouvoir l'égalité pour tous et à construire des sociétés plus inclusives qui offrent une protection efficace contre la discrimination et la haine, garantissent à tous une participation égale et e à la vie politique et publique sans discrimination fondée sur quelque motif que ce soit, et assurent le respect de la diversité.

Le CDADI, en collaboration avec la Commission pour l'égalité des genres du Conseil de l'Europe, supervise le Comité d'experts sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI). Le GEC/ADI-AI élabore actuellement un projet de recommandation du Comité des ministres sur l'égalité et l'IA. Celui-ci devrait être finalisé d'ici la fin de l'année 2025.

Les travaux du GEC/ADI-AI s'appuient sur l'étude intitulée « Étude sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel pour promouvoir l'égalité, y compris l'égalité entre les femmes et les hommes, et les risques qu'ils peuvent présenter en matière de non-discrimination », qui examine les risques posés par les systèmes d'intelligence artificielle et les solutions possibles, ainsi que la manière dont les systèmes d'IA peuvent être utilisés pour renforcer l'égalité de manière positive.



Javier GÓMEZ PRIETO

Director del Programa Oficina del Programa sobre Ciberdelincuencia (C-PROC) del Consejo de Europa

Javier GÓMEZ PRIETO es director del programa Acción Global contra la Ciberdelincuencia Mejorada (GLACY-e). Como parte de sus funciones, Javier es responsable de garantizar la ejecución eficaz del proyecto y de evaluar los resultados obtenidos y su impacto. Antes de incorporarse al Consejo de Europa, Javier fue experto en políticas de ciberseguridad en la Agencia de la Unión Europea para la Ciberseguridad (ENISA), donde llevó a cabo actividades relacionadas con el desarrollo y la aplicación de la política de ciberseguridad de la UE.

Javier tiene un doctorado en Tecnologías de Pilas de Combustible y un máster en Cooperación Internacional y Estudios Interdisciplinarios Europeos.



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION



Waldemar GONÇALVES

Président-directeur, Autorité nationale de protection des données du Brésil (ANPD)

Brésil

Waldemar Gonçalves Ortunho Junior est ingénieur en électronique, diplômé de l'Institut d'ingénierie de l'armée. Il est également officier dans l'armée brésilienne, diplômé de l'Academia Militar das Agulhas Negras. Il est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en génie électrique de l'université de Brasília.

En 2019 et 2020, il a été président de Telecomunicações Brasileiras S.A – Telebras, en plus d'avoir été professeur pendant plus de 20 ans dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur du district fédéral, tels que l'IESB, l'Universidade Católica de Brasília, les Faculdades Michelângelo, l'UniCEUB, l'ICESP et la Faculdade Alvorada.

Il est actuellement directeur président de l'Agence nationale de protection des données (ANPD) au Brésil.



Salwa HAMROUNI

Professeure de droit public, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, présidente d'honneur de l'Association tunisienne de droit constitutionnel

Tunisie

Salwa Hamrouni est professeure agrégée de droit public à l'Université de Carthage, faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis. Ses travaux portent sur le droit international, le droit constitutionnel, la bioéthique et les droits humains, avec un accent particulier sur les droits des femmes, et la protection de la vie privée et des données personnelles.

Salwa Hamrouni est présidente honoraire de l'association tunisienne de droit constitutionnel, elle enseigne et dirige actuellement le Master de droit international public comme elle dirige le laboratoire de droit international et des relations Maghreb/Europe.



Yuko HARAYAMA

Secrétaire générale du Centre de Tokyo de la communauté d'experts GPAI au NICT

Yuko Harayama apporte plusieurs décennies d'expérience à la pointe des politiques scientifiques, technologiques et d'innovation. Titulaire d'un double doctorat en sciences de l'éducation et en économie de l'Université de Genève, elle a commencé sa carrière universitaire en tant que professeure assistante d'économie politique à la même université. Elle a ensuite occupé les fonctions de professeure à l'Université de Tohoku et de directrice adjointe de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie à l'OCDE, où elle a contribué à l'élaboration de stratégies mondiales en matière de science et d'innovation. Mme Harayama a occupé de nombreux postes de haut niveau dans le domaine du conseil et de la gouvernance, notamment celui de membre du Conseil japonais pour la science, la technologie et l'innovation, de directrice exécutive du RIKEN et de membre du conseil d'administration de Toray Industries. Elle est membre international de l'Académie royale des sciences de Suède et a été décorée de la Légion d'honneur par le gouvernement français en 2011.



S.E. Augustin KIBASSA MALIBA

Ministre de l'Économie numérique

République démocratique du Congo

Né en 1971 à Lubumbashi, Augustin Kibassa Maliba est l'actuel ministre de l'Économie numérique de la République démocratique du Congo. Il est le fils de feu Frédéric Kibassa Maliba, figure historique et l'un des pères fondateurs de l'Union pour la démocratie et le



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

progrès social (UDPS), et d'Euphrasie Kunda. Issu d'une famille nombreuse de 14 enfants, il est lui-même père de deux enfants.

Originaire du secteur de Kafira, territoire de Kasenga, dans le Haut-Katanga, Augustin Kibassa a suivi ses études primaires à l'école Cardinal Malula à Kinshasa/Limete, puis a obtenu son diplôme d'État en mathématiques et physique à l'école Massamba.

En 1994, il a quitté le pays pour poursuivre ses études au Canada.

Il a étudié au Collège Saint-Laurent de 1994 à 1998 avant d'obtenir une licence en administration des affaires, avec une spécialisation en finance, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Sur le plan professionnel, il a travaillé comme consultant chez Vilor International, une société canadienne spécialisée dans l'exploitation aurifère. Il est également directeur général de Luminaire du Congo, une société active dans l'exploitation de concentrés de cuivre et de cobalt au Katanga. À Kinshasa, il est également promoteur et administrateur du complexe scolaire Les Compagnons, basé à Limete.

Augustin Kibassa s'est engagé très tôt dans la politique et a créé en 1994 une unité de mobilisation stratégique au sein de l'UDPS. Il a ensuite été élu président fédéral de la jeunesse de l'UDPS au Katanga.

Il est devenu conseiller diplomatique du bureau du président national de l'UDPS lors du Dialogue intercongolais à Sun City (Afrique du Sud), avant de démissionner à la suite de la maladie de son père. Entre 2003 et 2006, il a siégé à l'Assemblée nationale en tant que député national représentant l'opposition politique. Il a également été membre de la Commission parlementaire pour la reconstruction et le développement.

En 2016, il est élu président national de l'UDPS/Kibassa lors du deuxième conclave des instances centrales du parti. En janvier 2017, il a appelé à la réunification des deux branches légales de l'UDPS : l'UDPS/Kibassa et l'UDPS/Tshisekedi. En 2018, il a décidé de participer aux élections générales aux côtés de Félix Tshisekedi, devenant son coordinateur de campagne électorale dans le Grand Katanga.

En août 2019, il a été nommé ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles technologies de l'information et de la communication (PT-NTIC) dans le gouvernement Ilunkamba. Il a été reconduit deux fois à ce poste avant de prendre la tête du nouveau ministère des Postes, Télécommunications et Technologies numériques, issu de la fusion du PTNTIC et du ministère des Technologies numériques. Depuis août 2025, il occupe le poste de ministre de l'Économie numérique au sein du gouvernement actuel.

Augustin Kibassa Maliba se dit conscient des défis liés à la révolution numérique et de l'importance stratégique des technologies de l'information et de la communication dans la transformation économique du pays. Il adhère à la vision du chef de l'État, Félix Tshisekedi, qui vise à accélérer la transformation numérique afin de moderniser l'administration, de stimuler l'économie et de renforcer la souveraineté numérique de la RDC.



Matthias KLOTH

*Chef du département Gouvernance numérique et sport
France*

M. Matthias Kloth est chef du département Gouvernance numérique et sport du Conseil de l'Europe, qui est notamment chargé de la cybercriminalité, de l'intelligence artificielle et de la protection des données. Il a précédemment travaillé au Conseil de l'Europe en tant que conseiller au sein du Bureau du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint, en tant que secrétaire exécutif du Comité d'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL) et en tant qu'avocat au Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme. Avant de rejoindre le Conseil de l'Europe, il a travaillé comme juriste au Bureau des affaires juridiques des Nations unies et au ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Technologie. Il est titulaire d'un doctorat en droit international public.



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION



Rui LANCEIRO

*Professeur assistant à la faculté de droit de l'université de Lisbonne
Portugal*

Rui Tavares Lanceiro est professeur assistant à la faculté de droit de l'université de Lisbonne. Il a obtenu son doctorat avec mention très bien dans cette même université en 2016, avec une thèse sur l'europanisation du portugais.

Il est également chercheur senior au Centre de recherche en droit public de Lisbonne. Dans le cadre de ses activités de recherche, il est membre du groupe de recherche sur les droits numériques de Lisbonne et a été conférencier lors de conférences et séminaires nationaux et internationaux sur les thèmes du droit numérique et des droits fondamentaux au niveau européen, international et national.



Konstantina LIONTOU

*Jeune professionnelle du droit
Grèce*

Konstantina Liontou est une jeune juriste spécialisée dans le droit de l'Union européenne, avec un accent particulier sur les questions de migration et d'asile. Elle est actuellement doctorante en droit européen et possède plus de six ans d'expérience professionnelle au sein du ministère grec de la Migration et de l'Asile. Elle a traité de nombreux dossiers d'asile tout en travaillant en première ligne. En 2023, elle a effectué un stage Schuman au sein de la commission LIBE du Parlement européen, où elle a travaillé sur les dossiers du nouveau pacte sur la migration et l'asile. Ses travaux universitaires et professionnels portent sur l'évolution du droit et des politiques de l'UE en matière de migration, d'asile et de droits de l'homme. Originaire d'un pays carrefour, elle souhaite vivement établir un lien entre la recherche et l'innovation politique dans la région euro-méditerranéenne.



Neema LUGANGIRA

Membre du Parlement, présidente du Réseau parlementaire africain sur la gouvernance de l'Internet (APNIG) et secrétaire générale de Women Political Leaders (WPL)

Tanzanie

L'honorable Neema Lugangira (députée) est membre du Parlement tanzanien. Elle possède une vaste expérience et a obtenu de nombreux succès dans la promotion de politiques et de réformes législatives dans différents secteurs. En tant que parlementaire, ses priorités personnelles comprennent les systèmes alimentaires, la nutrition et l'action climatique, l'inclusion et le développement numériques, la santé mondiale et communautaire, l'égalité des sexes en politique et la démocratie numérique (y compris l'observation des élections) en Tanzanie et dans toute l'Afrique.

Elle est également présidente du Réseau parlementaire africain sur la gouvernance de l'Internet (APNIG) et présidente de la section tanzanienne du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Au niveau national, Mme Lugangira est la fondatrice de deux ONG : Agri Thamani, qui s'engage à mettre fin à la malnutrition par la promotion de la nutrition, à améliorer la nutrition communautaire dans les écoles, les maisons de retraite et les hôpitaux, à renforcer les systèmes alimentaires et l'action climatique ; et Omuka Hub, qui se concentre sur l'accélération du développement numérique en Tanzanie par l'inclusion et le développement numériques, les droits numériques et la démocratie, ainsi que la promotion du numérique avec un accent particulier sur les périphériques.

Au niveau international, Mme Lugangira est membre du groupe consultatif multipartite du Forum des Nations unies sur la gouvernance de l'Internet, représentante régionale pour l'Afrique du Réseau parlementaire international sur l'éducation (IPNEd), membre du réseau mondial des parlementaires pour la santé mondiale UNITE, coprésidente mondiale du groupe parlementaire mondial de lutte contre les maladies tropicales négligées, membre



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

de Vital Voices, pionnière du SMSI en matière d'égalité des sexes pour la promotion de l'inclusion numérique des femmes ; et animatrice du podcast Neema Lugangira, qui sera bientôt lancé et traitera de toutes les questions liées au développement en rapport avec ses priorités personnelles mentionnées ci-dessus.



Klaudia MACIEJEWSKA

Avocate, chef de produit et directrice du centre de recherche et développement Currenda Lab

Pologne

Avocate, chef de produit et directrice du centre de recherche et développement Currenda Lab. Médiatrice judiciaire permanente et inspectrice de la protection des données personnelles. Auteure de publications sur le droit des nouvelles technologies, la protection des données personnelles et l'intelligence artificielle éthique, explicable et interprétable. Membre du groupe de travail sur l'intelligence artificielle au ministère des Affaires numériques. Membre du comité technique pour l'intelligence artificielle au Comité polonais de normalisation. Créatrice d'un système d'information juridique innovant basé sur l'intelligence artificielle : AIMON. Impliquée dans l'autonomisation des femmes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. En 2022, nommée par Perspektywy Women in Tech pour le Top 100 des femmes dans le domaine de l'IA en Pologne dans la catégorie Projets phares, où l'IA joue un rôle clé. Finaliste de la 16^{ème} édition du concours Success Written in Lipstick, le plus grand concours en Pologne visant à promouvoir les réalisations des femmes dans le monde des affaires.

Description du système d'IA

AIMON est le premier système d'IA en Pologne à intégrer l'apprentissage automatique, les réseaux neuronaux et les technologies de bases de données graphiques afin d'automatiser l'analyse juridique. Basé sur des informations relatives au contenu des lois, aux modifications juridiques, aux interprétations juridiques officielles et à la jurisprudence, le système s'appuie sur des publications officielles. Représentant une avancée majeure dans ce domaine, il s'agit du premier système expert à non seulement agréger des informations juridiques telles que les actes juridiques, mais aussi à analyser automatiquement les modifications juridiques et à examiner la similitude de la jurisprudence. À l'aide d'algorithmes d'auto-apprentissage et de la logique des processus législatifs, AIMON surveille automatiquement les processus législatifs, analyse les nouveaux projets d'actes juridiques et suit les modifications introduites à différents stades. Il visualise également l'inflation législative et examine la similitude de la jurisprudence polonaise en analysant les actes juridiques communs, les dispositions juridiques et la jurisprudence, ainsi que les thèses, les faits et les décisions.



Neil MICALLEF

Responsable (Supervision de l'IA et surveillance du marché), Autorité maltaise pour l'innovation numérique

Malte

M. Neil Micallef dirige la supervision de l'IA et la surveillance du marché au sein de l'Autorité maltaise pour l'innovation numérique, où il se concentre sur la mise en œuvre de cadres réglementaires pour une IA fiable et centrée sur l'humain. Auparavant, il a contribué à la recherche sur l'IA au CERN à Genève et a géré des projets locaux dans le domaine des infrastructures critiques et des transports, où il s'est spécialisé dans l'architecture de solutions. Neil est titulaire d'un master en intelligence artificielle avec mention et participe à des recherches sur l'IA à l'université de Malte, où il explore l'intersection entre la vision par ordinateur et la biomédecine.



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION



Jusaima MOAID-AZM PEREGRINA

Chercheuse et universitaire, Université de Grenade

Espagne

Jusaima Moaid-azm Peregrina est une universitaire et chercheuse syro-espagnole à l'université de Grenade, où elle enseigne la politique comparée, les systèmes politiques et la dynamique régionale au Moyen-Orient. Elle est titulaire d'une licence en droit et sciences politiques et d'une maîtrise en études internationales. Ses recherches portent sur la médiation internationale et les processus de changement politique, l'inclusion de la société civile et la participation politique des femmes, l', avec un accent particulier sur la Syrie. Elle dirige actuellement un projet de recherche sur l'inclusion des femmes en Syrie, en Libye et au Yémen.



Nour Hazam MOHAMED

Égypte

Nour est une fervente défenseuse de la justice climatique qui compte plus de cinq ans d'expérience dans la conception de projets environnementaux inclusifs. Sa passion pour la justice environnementale l'a amenée à poursuivre des études de master au Collège d'Europe (2024-2025), où elle a exploré des thèmes tels que la diplomatie climatique, le lien entre le climat et le genre, les droits humains, l'ordre juridique de l'UE, ainsi que le climat et l'IA. Sa thèse portait sur le lien entre le climat, les conflits et le genre.

Nour a travaillé avec plusieurs organisations internationales et locales, telles que GIZ Egypt, UN Women et Banlastic. Récemment, elle a co-développé un cours sur les droits humains et l'environnement pour les jeunes en tant que consultante pour le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.



Henri MONCEAU

Représentant permanent, Gouvernance numérique et IA, Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Henri Eli Monceau (né le 22 mai 1965) est diplomate, politologue et économiste, spécialiste de la gouvernance des technologies, du numérique et de l'intelligence artificielle. Ambassadeur et chef de la Représentation permanente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) auprès des Nations Unies à Genève et à Vienne depuis 2023, il coordonne les initiatives de diplomatie numérique et soutient les États membres dans ces domaines. Professeur affilié au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM, Paris) depuis 2024, il y enseigne la diplomatie et la gouvernance du numérique et de l'IA. Il a occupé plusieurs fonctions de direction au sein de l'OIF, du gouvernement belge et d'instituts européens tels que le Jacques Delors Institute. Engagé depuis plus de vingt ans dans les instances internationales du numérique (WSIS, IGF, ITU, ICANN), il est également reconnu pour ses travaux pionniers sur la participation citoyenne et la délibération publique à grande échelle.



Pilar MORALES

Directrice exécutive du Centre Nord-Sud et coordinatrice de la politique de voisinage avec le sud de la Méditerranée, Conseil de l'Europe

Espagne

Mme Pilar Morales est coordinatrice de la politique de voisinage avec le sud de la Méditerranée et directrice exécutive du Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales (Centre Nord-Sud) du Conseil de l'Europe.

Elle est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et en sociologie (Université Complutense de Madrid) et de diplômes de troisième cycle en études européennes avancées (Collège d'Europe, Bruges), en relations internationales (CSIC, Madrid) et en administration des affaires (MBA, IIADE, Madrid). Elle a occupé plusieurs postes au sein



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

du Conseil de l'Europe depuis 1993, notamment à la Banque de développement du Conseil de l'Europe, au sein de l'équipe chargée du processus de réforme du Conseil de l'Europe au sein du cabinet du secrétaire général, et en tant que coordinatrice de la coopération technique du Conseil de l'Europe avec les États membres et les États non membres. Depuis novembre 2023, elle est basée à Lisbonne en tant que directrice exécutive du Centre Nord-Sud.



Miguel Ángel MORATINOS

Sous-secrétaire général des Nations unies et Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations (UNAOC)

S.E. M. Miguel Ángel Moratinos est sous-secrétaire général des Nations unies et occupe le poste de haut représentant de l'Alliance des civilisations des Nations unies (UNAOC) depuis janvier 2019.

En mai 2025, M. Moratinos a été nommé nouvel envoyé spécial des Nations unies pour lutter contre l'islamophobie. En février 2020, M. Moratinos a été désigné par le secrétaire général des Nations unies comme point focal de l'ONU chargé de surveiller l'antisémitisme et de renforcer la réponse à l'échelle du système. Il assume ces fonctions en plus de ses autres responsabilités.

M. Moratinos a consacré sa carrière professionnelle et politique aux relations internationales et à la coopération au développement, notamment en tant que ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de l'Espagne de 2004 à 2010. Pendant son mandat de ministre des Affaires étrangères, l'Espagne a présidé le Conseil de sécurité des Nations unies en 2004 et a assuré la présidence en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), du Conseil de l'Europe et du Conseil de l'Union européenne. M. Moratinos a réussi à favoriser la mise en œuvre du traité de Lisbonne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Dans le cadre de la Méditerranée, S.E. Miguel Ángel Moratinos a été nommé directeur général adjoint pour l'Afrique du Nord (1987-1991), puis directeur de l'Institut de coopération avec le monde arabe (1991-1993). Après son mandat à l'Institut, il a été nommé directeur général de la politique étrangère pour l'Afrique et le Moyen-Orient, poste qu'il a occupé de 1993 à 1996. Le point culminant de son mandat a été l'organisation de la conférence historique sur la paix au Moyen-Orient

à Madrid en 1992. En tant qu'ambassadeur d'Espagne en Israël de juillet à décembre 1996, M. Moratinos a réussi à établir un réseau solide avec les Israéliens et les Palestiniens. Fort de ce succès, l'Union européenne l'a nommé représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient de décembre 1996 à juin 2003. Au cours de cette période, il a promu les accords de paix et mené des actions au nom de l'UE pour renforcer le dialogue israélo-arabe. Fervent défenseur du multilatéralisme, M. Moratinos a contribué à la création et au lancement de l'Alliance des civilisations des Nations Unies en 2005. Il a également soutenu le Groupe des amis de la réforme des Nations Unies. De plus, il a contribué à la création de programmes innovants en matière de développement, de santé et d'autonomisation des femmes au sein du système des Nations Unies. M. Moratinos a promu de nouveaux projets et fonds pour l'eau et l'assainissement dans les pays en développement d'Amérique latine. Au cours de son mandat en tant que chef de la diplomatie espagnole, il a doublé les fonds d'aide publique au développement et placé l'Espagne au sixième rang des donateurs du système des Nations Unies.

À la fin de son mandat en 2010, M. Moratinos s'est engagé dans des activités parlementaires jusqu'en novembre 2011. Au cours de cette période, il s'est présenté à l'élection du directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec un programme visant à mobiliser l'action internationale dans la lutte contre la faim et la pauvreté, la promotion de la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation.

En janvier 2012, il a rejoint l'équipe de la Global Dry Land Alliance au Qatar, qui promeut ce traité international pour la sécurité alimentaire dans plus de 15 pays membres sur tous les continents. De 2012 à 2013, il a été membre du groupe consultatif de haut niveau du président de la 67^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

En partenariat avec



Cofinancé par l'Union européenne



Cofinancé et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

Avant sa nomination au poste de Haut Représentant, M. Moratinos était président honoraire du Conseil consultatif du CIRSD (Centre pour les relations internationales et le développement durable), conseiller principal du Réseau de solutions pour le développement durable de l'Earth Institute de l'université Columbia et membre du Conseil de direction du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies (SDSN). En Espagne, il a également occupé des fonctions honorifiques en tant que président du REDS, le réseau espagnol pour le développement durable affilié au SDSN, et président de l'association Trobades Literàries Mediterràneas et du prix Trobades Albert Camus.

En reconnaissance de ses réalisations exceptionnelles, M. Moratinos a reçu des doctorats honorifiques des universités de Saint-Petersbourg, Malte, Ben Gourion, Al-Quds, Tel Aviv et Balamand (Liban) pour son engagement de toute une vie en faveur de la paix, du dialogue et de la coopération mondiale.

Il a également reçu de nombreuses distinctions et récompenses, notamment le prix de la Ligue des États arabes (2019) pour avoir fait progresser les relations arabo-espagnoles, et le prix international d'Astana (2025), décerné par le président de la République du Kazakhstan pour sa contribution personnelle exceptionnelle à la promotion du dialogue interreligieux et interculturel.

Né en 1951, M. Moratinos est diplômé en droit et en sciences politiques de l'université Complutense de Madrid, puis en études diplomatiques de l'École diplomatique espagnole. M. Moratinos est marié à Mme Dominique Maunac et a deux filles et un fils.



Vera OBONYO

Directrice adjointe, KSG, Institut d'apprentissage en ligne et des technologies de l'information (eLITI)

Kenya

Vera Obonyo est directrice adjointe de l'Institut d'apprentissage en ligne et des technologies de l'information de la Kenya School of Government (KSG). Elle possède une vaste expérience dans la conception, le développement et la mise en œuvre de programmes qui tirent parti de la technologie. Elle supervise les activités d'apprentissage et de développement du Centre régional de compétences pour les compétences numériques et l'intelligence artificielle dans le secteur public, qui propose des programmes de renforcement des capacités pour la région africaine. Elle siège à plusieurs comités qui mènent des recherches et supervisent le développement des compétences et des politiques en matière de TIC dans la fonction publique au Kenya. Elle est diplômée de l'université Moi et de l'université Temple de Philadelphie, où elle a étudié les sciences de l'information et les systèmes d'information de gestion.



Albina OVCEARENCO

Secretaria del Comitè sobre Intel·ligència Artificial (CAI), Consejo de Europa

Albina Ovcearenco es jefa de la Unidad de Desarrollo Digital y secretaria del Comité sobre Inteligencia Artificial (CAI). Anteriormente se encargó de varios expedientes de cooperación intergubernamental, concretamente sobre protección de datos personales, lucha contra el terrorismo y derecho internacional público, y cuenta con una amplia experiencia en cooperación técnica en este ámbito (ciberdelincuencia, blanqueo de capitales y medidas de fomento de la confianza en zonas de conflictos congelados o prolongados). Se incorporó al Consejo de Europa como asistente parlamentaria en la Asamblea Parlamentaria y también trabajó anteriormente en el sector privado (derecho de patentes y marcas). Es licenciada en Ciencias Políticas, Derechos Humanos y Derecho Internacional Público.



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION



Javier PARRA

*Secrétaire général de la Cour supérieure de justice de Murcie
Espagne*

Javier L. Parra García est avocat à la Cour d'État et juge de paix à la Cour supérieure de Murcie. Il est membre de la chambre dirigeante de la Cour supérieure de Murcie. Il est membre du groupe d'experts espagnols en TIC. Il a suivi une formation d'expert en matière de TIC pour le Comité européen pour l'efficacité de la justice (CEPEJ). Il a été directeur du service des relations internationales du Conseil général du pouvoir judiciaire espagnol. Il est consultant pour des projets de réforme de la justice auprès de la Banque mondiale et d'autres organisations internationales, et a été conseiller résident de l'UE à Ankara. Il est également conseiller expert en matière de réforme judiciaire et de transformation numérique dans plus de 25 pays. Il a participé à de nombreux projets internationaux dans différents domaines, notamment en concevant le premier outil MLA destiné aux juges. Il a conçu le Manuel d'entraide judiciaire internationale et lancé la première unité de médiation judiciaire (UMIMIM) et la transformation numérique (en dirigeant des projets pionniers de RPA et d'IA pour la justice en Espagne).

Description du système d'IA

La présentation mettra en avant l'approche pionnière de la justice espagnole en matière d'hyper-automatisation et d'IA dans les litiges civils, en mettant l'accent sur la procédure automatisée d'injonction de payer. Ce système traite les litiges massifs et les petits litiges, qui représentent plus de 45 % des affaires civiles, en déployant l'automatisation robotisée des processus (RPA) à travers trois phases procédurales : l'enregistrement et l'attribution, le traitement et l'exécution. Cette initiative a déjà permis de réaliser d'importants gains d'efficacité en termes de temps et de coûts et évolue désormais vers la rédaction de résolutions assistée par l'IA, toujours sous supervision humaine.

Plus largement, le tribunal vise à développer des formulaires et des interfaces orientés données pour les avocats et les autres parties prenantes. Ces outils permettent une saisie structurée des données à la source, améliorant ainsi l'interopérabilité et l'automatisation en aval. En passant d'une justice centrée sur les documents à une justice centrée sur les données, le système garantit que les métadonnées et les données procédurales sont exploitées pour optimiser les flux de travail, renforcer la transparence et soutenir la sécurité juridique. Cette approche s'aligne sur les principes d'une IA fiable et sur le cadre réglementaire européen, garantissant que l'innovation technologique respecte les droits fondamentaux et préserve la « réserve humaine » dans la prise de décision judiciaire. »



Juvenal PEREIRA

*Président de l'Instituto de Modernização e Inovação da Justiça (IMI.JIP)
Cap-Vert*

Juvenal Pereira est titulaire d'une licence et d'un master en génie informatique de l'université d'Évora (Portugal) et a suivi une formation professionnelle approfondie dans des domaines clés tels que la cybersécurité, la gestion des risques, l'audit (sécurité et qualité) et le leadership.

Fort d'une carrière de plus de 17 ans, il a acquis une vaste expérience dans des projets innovants et à fort impact dans le secteur public et dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre d'initiatives nationales majeures au Cap-Vert, notamment la Maison du citoyen, le Système national d'identification et d'authentification civile (SNIAC), la Carte nationale d'identité (CNI), le Passeport électronique capverdien (PEC), le Titre de séjour pour étrangers (TRE) et le développement de solutions numériques pour ces documents, telles que Middleware, Digital Mobile Key et des systèmes d'authentification et de signature numériques qualifiées. Il a également participé à d'autres projets majeurs tels que le portail de la justice et le système d'information sur la gestion des prisons.

Outre son expérience dans l'administration publique, il a travaillé comme professeur d'université tout au long de sa carrière, d'abord à l'université d'Évora au Portugal, puis dans divers établissements au Cap-Vert. Son enseignement a principalement porté sur la



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

programmation et d'autres disciplines fondamentales de l'informatique, notamment l'intelligence artificielle, les bases de données, la sécurité et les systèmes d'exploitation. Depuis 2019, il est ambassadeur du mouvement ID4Africa.

Description du système d'IA

Le portail de la justice du Cap-Vert (justica.gov.cv) est une plateforme numérique officielle créée pour moderniser, intégrer et faciliter l'accès aux informations et aux services judiciaires pour les citoyens, les entreprises et les professionnels du droit. Lancé en 2024 et réglementé par le décret-loi n° 53/2024, le portail vise à numériser les procédures, à réduire la bureaucratie et à améliorer l'efficacité et la transparence des services judiciaires.

La plateforme offre un large éventail de services en ligne, notamment un chat interactif basé sur l'IA (<https://justica.gov.cv/chat>), des demandes de certificats (naissance, mariage, décès, casier judiciaire), des enregistrements (terrain, véhicule, commerce), le renouvellement de la carte d'identité nationale (CNI), la prise de rendez-vous et l'accès à distance aux dossiers judiciaires pour les avocats. Les services sont organisés par thèmes (état civil, notariat, identification civile, justice, gestion pénitentiaire, entre autres) et classés en trois catégories : informationnels, interactifs ou transactionnels, en fonction de leur complexité et de la nécessité ou non d'une authentification.

L'accès sécurisé au portail est assuré par la plateforme Autentika do Estado, qui garantit la protection des données des utilisateurs conformément à la législation capverdienne. Le portail de la justice est intégré à d'autres systèmes de l'administration publique, ce qui garantit l'interopérabilité et contribue à rendre le système judiciaire plus accessible, plus numérique et plus centré sur les citoyens. »



Fabio PORTO

Chercheur senior au Laboratoire national de calcul scientifique au Brésil.

Le Dr Fabio Porto est titulaire d'un doctorat en informatique et chercheur senior au Laboratoire national de calcul scientifique au Brésil. Il est directeur de l'Institut d'intelligence artificielle (IIA) du LNCC et titulaire d'une chaire internationale Inria (2024-2028). Il a été nommé expert au sein du Partenariat mondial sur l'IA par le ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, où il étudie l'impact de l'IA générative sur la main-d'œuvre brésilienne. Plus récemment, il a contribué au Plan brésilien pour l'IA avec CienciA, une proposition de projet visant à créer un ensemble de LLM avec des corpus en portugais brésilien et à les utiliser pour soutenir l'exploration scientifique.



Vera Lúcia RAPOSO

Professeure associée et vice-doyenne, École de droit NOVA – Faculdade de Direito da Universidade NOVA de Lisboa Portugal

Vera Lúcia Raposo est une juriste qui possède une formation universitaire et une expérience professionnelle internationales et multidisciplinaires. Elle a obtenu son diplôme en droit à la Faculté de droit de l'Université de Coimbra, où elle a également suivi des études de troisième cycle en droit médical et obtenu une maîtrise et un doctorat en sciences juridiques et politiques. Elle est actuellement professeure agrégée de droit et de technologie avec habilitation et occupe le poste de vice-doyenne chargée de la recherche et de l'internationalisation à la Nova School of Law de l'université NOVA de Lisbonne.

Le parcours universitaire de Vera l'a amenée à voyager à travers le monde. Elle a enseigné à l'université de Macao (Chine), à l'université de Coimbra (Portugal) et à l'université Agostinho Neto (Angola). Elle a également été superviseuse de troisième cycle au Centre d'éthique et de droit médicaux de l' , à l'université de Hong Kong (Chine), et conférencière invitée à la faculté de droit de l'université nationale Yang Ming Chiao Tung, à Taïwan.

En tant que membre active de l'Association européenne du droit de la santé et gouverneure de l'Association mondiale pour le droit médical, Vera joue un rôle essentiel dans l'élaboration de l'avenir du droit de la santé. Elle apporte son expertise en tant que membre du comité de rédaction de l'European Journal of Health Law et en tant que pair évaluatrice



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION

pour certaines des revues scientifiques les plus prestigieuses dans son domaine. En 2024, elle a été honorée du titre de membre du célèbre Hastings Centre.

Vera est une auteure prolifique, avec de nombreuses études publiées dans des revues indexées, en particulier dans les domaines du droit numérique et du droit biomédical. Elle a deux livres à paraître : un ouvrage collectif sur la loi sur l'IA (« The European Artificial Intelligence Act: Promises and Perils? », Springer) et un autre sur l'utilisation de l'IA en médecine (« Intelligent medicine » - How will artificial intelligence affect the standard of care, patient safety and medical malpractice (a EU-based perspective) », Brill). Ses travaux continuent d'influencer le paysage juridique à l'intersection de la technologie et des soins de santé, en abordant notamment des sujets tels que l'intelligence artificielle, les données, la responsabilité médicale et le métaverse.



Janice RICHARDSON

Directrice, Insight

Luxembourg

Mme Janice Richardson est une experte internationale, professeure d'université et auteure/co-auteure d'une douzaine d'ouvrages sur la culture numérique, les droits des enfants, la sécurité et le bien-être en ligne. Elle conseille les gouvernements et l'industrie en matière d'éducation numérique et a coordonné plusieurs réseaux internationaux, notamment Insafe (réseau de 31 pays de la Commission européenne pour un internet plus sûr) et ENABLE, un réseau visant à lutter contre le harcèlement par le développement des compétences socio-émotionnelles (2014-2016). Elle est actuellement partenaire de deux projets de l'Union européenne, siège aux comités consultatifs de Meta et SnapChat, et a créé le projet éducatif innovant « Smartbus », qui est mis en œuvre dans les écoles en Islande et dans d'autres pays depuis plusieurs années. Janice travaille depuis plus de deux décennies avec le Conseil de l'Europe sur des questions liées à l'éducation, plus récemment dans le cadre de son programme d'éducation à la citoyenneté numérique dans les pays européens et sur la cybersécurité au Maroc. Dans le cadre du Forum des Nations unies sur la gouvernance de l'internet, elle dirige un groupe de travail sur les normes, la sûreté et la sécurité de l'internet. Avec son équipe, elle a collaboré en 2022 avec l'UNESCO à la publication de lignes directrices à l'intention des enseignants sur la citoyenneté mondiale.



Basheerhamad SHADRACH

Directeur, Centre des médias éducatifs du Commonwealth pour l'Asie (CEMCA)

Basheerhamad SHADRACH supervise des programmes qui améliorent la qualité de l'apprentissage et l'accès à l'éducation et au développement des compétences en Asie.

En tant que conseiller en compétences au Commonwealth of Learning, il a, en collaboration avec Coursera, transmis en 2019-2020 des compétences professionnelles à 200 000 personnes en Asie, en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique pendant la pandémie de COVID-19 afin de les aider à réintégrer le marché du travail.

Au cours de ses 39 années de carrière, le Dr Shadrach a notamment été consultant pour l'UNESCO-UNEVOC (Allemagne), le FCDO (Royaume-Uni), l'UIT (Genève), la BAD (Philippines), le PNUD (Irak), Practical Action (Royaume-Uni), l'Open University (Royaume-Uni), Article19 (Royaume-Uni) et l'Agence des TIC du Sri Lanka. Il a obtenu son doctorat en sciences de l'information en tant qu'étudiant à l'Université de Loughborough, Royaume-Uni. Il a été nommé professeur honoraire par l'Université Sir Padampat Singhania, en Inde, en novembre 2022.



L'IA ET LA GOUVERNANCE MONDIALE: DROITS, REPRÉSENTATIVITÉ ET CAPACITÉ D'ACTION



Aurélie SIMARD

Directrice exécutive, Centre d'expertise pour la coopération internationale en matière d'IA à l'Inria.

Aurélie Simard dirige son équipe dans la mise en place d'écosystèmes multipartites qui rassemblent des partenaires issus de divers secteurs universitaires, économiques et de la société civile, dans différentes disciplines et zones géographiques. Ces écosystèmes abordent les principaux défis liés au développement et à l'intégration de l'IA dans tous les secteurs économiques, en garantissant son déploiement responsable, équitable et axé sur l'intérêt public. Aurélie et son équipe s'efforcent d'apporter ces connaissances aux forums décisionnels et aux organes des organisations internationales.

Elle possède plus de 15 ans d'expertise sur les organisations et l'impact que la mise en œuvre de l'IA peut avoir sur elles. Elle consacre sa vie professionnelle à établir des ponts entre la science, les décideurs politiques et l'industrie.



Jeff WARD

Fondateur et PDG, Animiiki

Jeff a fondé Animiiki en 2003 et en a orchestré et géré la croissance depuis lors. Tout ce que Jeff fait dans le domaine des affaires vise à améliorer la vie de sa famille, de ses communautés et des peuples autochtones. Il est d'origine ojibwée et métisse, originaire du Manitoba au Canada, et vit et travaille aujourd'hui à Victoria, en Colombie-Britannique, sur le territoire Lekwungen. Jeff est concepteur de sites web, développeur de logiciels, auteur et conférencier. Il est également membre du conseil d'administration de l'Aboriginal Peoples Television Network (APTN) et membre de la communauté d'experts GPAI, où il apporte son expertise à diverses initiatives, notamment sur les pratiques responsables en matière d'IA, l'inclusion, la diversité dans l'IA et la souveraineté numérique.



Thierry WARIN

*Professeur, HEC Montréal
Canada*

Thierry Warin est professeur de science des données pour les transformations mondiales à HEC Montréal et chercheur principal au CIRANO (Canada). Il a été chercheur au Digital, Data and Design (D³) Institute de la Harvard Business School et chercheur au CERIU-CEUE (Université de Montréal). Ancien président de l'International Trade and Finance Association, il a précédemment occupé des postes universitaires à Polytechnique Montréal, au Middlebury College et à l'université Sun Yat Sen de Guangzhou, ainsi que des postes de professeur invité à l'université Harvard.

Ses recherches font le pont entre l'économie et les méthodes computationnelles, passant de l'économétrie traditionnelle à des approches de science des données pour étudier les transformations mondiales. Ses travaux actuels intègrent la théorie des réseaux, le traitement du langage naturel et la génération augmentée par la récupération pour étudier les flux d'information, la coordination algorithmique et le changement technologique. Il a obtenu son doctorat en économie financière à l'ESSEC Business School à Paris et est diplômé du Harvard Business Analytics Program.